

d) le paragraphe 4 est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :  
 “Pour l’application de l’alinéa 1<sup>er</sup>, 6° :

- 1° la partie de la quotité du revenu exemptée d’impôt qui est transférée en application de l’alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, est censée être constituée en priorité du montant de base de la quotité du revenu exemptée d’impôt visé à l’article 131 et des suppléments visés aux articles 132, alinéa 1<sup>er</sup>, 7° et 8°, et 133;
- 2° le montant maximum par enfant à charge est, le cas échéant, réparti proportionnellement en fonction du crédit d’impôt de chaque conjoint dans la somme des crédits d’impôt des deux conjoints.”.

**Art. 3.** La présente loi produit ses effets à partir de l’exercice d’imposition 2017.

Donné à Bruxelles, le 30 juin 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
 J. VAN OVERTVELDT  
 Scellé du sceau de l’Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—  
 Note

(1) Chambre des représentants (<http://www.lachambre.be>)

Documents : K54-2469.

Compte rendu intégral : 22 juin 2017.

d) paragraaf 4 wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :  
 “Voor de toepassing van het eerste lid, 6° :

- 1° wordt het gedeelte van de belastingvrije som dat bij toepassing van het eerste lid, 3°, wordt overgeheveld, geacht bij voorrang te bestaan uit het in artikel 131 vermelde basisbedrag van de belastingvrije som en de in de artikelen 132, eerste lid, 7° en 8°, en 133 vermelde toelagen;
- 2° wordt het maximumbedrag per kind ten laste desgevallend evenredig omgedeeld in functie van het belastingkrediet van elk van de echtgenoten ten opzichte van de som van de belastingkredieten van de beide echtgenoten.”.

**Art. 3.** Deze wet heeft uitwerking vanaf aanslagjaar 2017.

Gegeven te Brussel, 30 juni 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
 J. VAN OVERTVELDT

Met ‘s Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—  
 Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be))

Stukken : K54-2469.

Integraal verslag : 22 juni 2017.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2017/30467]

### 30 JUIN 2017. — Loi portant des mesures de lutte contre la fraude fiscale (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
 A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Disposition générale

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l’article 74 de la Constitution.

#### CHAPITRE 2. — Impôts sur les revenus

**Art. 2.** Dans l’article 322, § 3, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 14 avril 2011 et modifié en dernier lieu par la loi du 17 juin 2013, l’alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

“Le cas échéant, les données d’identification relatives à un numéro de compte découvert lors de l’enquête précitée et dont le contribuable n’identifie pas le titulaire, peuvent être demandées auprès du point de contact central.”.

**Art. 3.** L’article 333, alinéa 3, du même Code, modifié par la loi du 22 décembre 2008, est complété par la phrase suivante :

“Lorsque les investigations sont réalisées à la demande d’un état avec lequel la Belgique a conclu une convention préventive de la double imposition, ou avec lequel la Belgique a conclu un accord en vue de l’échange de renseignements en matière fiscale ou qui, avec la Belgique, est partie à un autre instrument juridique bilatéral ou multilatéral, pourvu que cette convention, cet accord ou cet instrument juridique permette l’échange d’informations entre les Etats contractants en matière fiscale, le délai d’investigation est, sans notification préalable et uniquement dans le but de répondre à la demande précitée, prolongé du délai supplémentaire de quatre ans.”.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2017/30467]

### 30 JUNI 2017. — Wet houdende maatregelen in de strijd tegen de fiscale fraude (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
 Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK 1. — Algemene bepaling

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

#### HOOFDSTUK 2. — Inkomstenbelastingen

**Art. 2.** In artikel 322, § 3, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 14 april 2011 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 juni 2013, wordt het tweede lid aangevuld met de volgende zin :

“In voorkomend geval kunnen bij het centraal aanspreekpunt de identificatiegegevens worden opgevraagd betreffende een rekeningnummer dat tijdens het voormelde onderzoek is ontdekt en waarvan de belastingplichtige de titularis niet identificeert.”.

**Art. 3.** Artikel 333, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 22 december 2008, wordt aangevuld met de volgende zin :

“Wanneer de onderzoeken uitgevoerd worden op vraag van een Staat waarmee België een overeenkomst tot voorkoming van dubbele belasting heeft gesloten, of waarmee België een akkoord heeft gesloten inzake de uitwisseling van inlichtingen met betrekking tot belastingaangelegenheden, of die samen met België deelneemt aan een ander bilateraal of multilateraal gesloten juridisch instrument, op voorwaarde dat deze overeenkomst, dit akkoord of dit juridisch instrument de uitwisseling van inlichtingen met betrekking tot belastingaangelegenheden tussen de akkoordsluitende Staten mogelijk maakt, wordt, de onderzoekstermijn, uitsluitend met het oog op het beantwoorden van de voormelde vraag, zonder voorafgaande kennisgeving verlengd met de aanvullende termijn van vier jaar.”.

**Art. 4.** Dans l'article 333/1, § 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 14 avril 2011 et modifié par les lois des 7 novembre 2011 et 21 décembre 2013, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

"L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux demandes de renseignements provenant d'un Etat étranger telles que visées à l'article 322, § 4. Dans ce cas la notification à la personne à l'encontre de qui l'enquête est menée par l'Etat étranger s'effectue *post factum* par envoi recommandé, au plus tard dans les 90 jours après l'envoi des informations à l'Etat étranger.

Par dérogation à l'alinéa 3, il n'y a pas de notification *post factum* :

1° lorsque cet Etat étranger démontre qu'il a déjà lui-même envoyé une notification à la personne à l'encontre de qui l'enquête est menée;

2° lorsque la demande de renseignements provenant de cet Etat étranger fait apparaître des indices sérieux de fraude fiscale et si cet Etat étranger requiert expressément que la personne à l'encontre de qui l'enquête est menée ne soit pas mise au courant de cette demande."

**Art. 5.** Dans le titre VII, chapitre III, section VI du même Code, il est inséré un article 337/1 rédigé comme suit :

"Art. 337/1. Par dérogation à l'article 4 de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration, les demandes de renseignements transmises par les autorités étrangères et les réponses qui sont fournies à ces autorités ainsi que toute autre correspondance entre les autorités compétentes ne sont pas susceptibles d'être divulguées aussi longtemps que l'enquête de l'autorité étrangère n'est pas clôturée et pour autant que la divulgation nuirait aux besoins de l'enquête précitée, à moins que l'autorité étrangère n'ait expressément marqué son accord sur cette divulgation.

L'accord visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est acquis si l'autorité étrangère ne réagit pas dans un délai de 90 jours à partir de l'envoi de la demande de divulgation par l'Etat belge et n'apporte pas l'information que la confidentialité des données et correspondances échangées selon les conditions du présent article doit perdurer, lorsque la personne dans le chef de qui l'enquête est menée par l'Etat étranger a explicitement demandé cet accès à l'Etat belge."

**Art. 6.** Dans l'article 444, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par la loi du 27 décembre 2012, les mots "En cas d'absence de déclaration" sont remplacés par les mots "En cas d'absence de déclaration, de remise tardive de celle-ci".

### CHAPITRE 3. — *Taxe sur la valeur ajoutée*

**Art. 7.** L'article 52bis du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2006, remplacé dans sa version néerlandaise par la loi-programme du 27 avril 2007 et modifié par la loi du 25 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 52bis. § 1<sup>er</sup>. Lorsque les agents de l'administration en charge de la taxe sur la valeur ajoutée constatent à l'occasion de leurs investigations auprès d'une personne assujettie des faits qui constituent un faisceau d'indices concordants de fraude grave, organisée ou non, et qui ont contribué à enfreindre les dispositions de ce Code ou des arrêtés pris pour son exécution, ils peuvent pratiquer une saisie conservatoire sur les biens meubles pour lesquels il n'est pas démontré lors de ces investigations qu'ils appartiennent exclusivement à des tiers.

Les agents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, munis de leur commission, dressent un procès-verbal de saisie devant notamment contenir les mentions suivantes :

1° le jour, le mois, l'année et le lieu de la saisie;

2° les nom, prénom, grade et qualité des agents verbalisants;

3° l'identification du saisi par la mention du numéro d'entreprise s'il est connu ainsi que, soit les nom, prénom et domicile pour une personne physique, soit les dénomination sociale, forme juridique et siège social pour une personne morale;

**Art. 4.** In artikel 333/1, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 april 2011 en gewijzigd bij de wetten van 7 november 2011 en 21 december 2013, worden het derde en het vierde lid vervangen als volgt :

"Het eerste lid is niet van toepassing op de in artikel 322, § 4, bedoelde verzoeken om inlichtingen vanwege een buitenlandse Staat. De kennisgeving aan de persoon in wiens hoofde het onderzoek door de buitenlandse Staat wordt gevoerd, gebeurt in dit geval *post factum* bij aangetekende zending uiterlijk 90 dagen na het verzenden van de informatie aan de buitenlandse Staat.

In afwijking van het derde lid gebeurt geen kennisgeving *post factum* :

1° wanneer die buitenlandse Staat aantoonbaar zelf reeds een kennisgeving aan de persoon in wiens hoofde het onderzoek wordt gevoerd, te hebben verstuurd;

2° wanneer uit het verzoek om inlichtingen van die buitenlandse Staat blijkt dat er ernstige aanwijzingen van fiscale fraude zijn en deze buitenlandse Staat uitdrukkelijk vraagt om de persoon in wiens hoofde het onderzoek wordt gevoerd niet in kennis te stellen van deze vraag."

**Art. 5.** In titel VII, hoofdstuk III, afdeling VI, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 337/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 337/1. In afwijking van artikel 4 van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur, mogen de verzoeken om inlichtingen van buitenlandse autoriteiten en de antwoorden verstrekt aan die autoriteiten evenals elke andere correspondentie tussen de bevoegde autoriteiten niet openbaar worden gemaakt zolang het onderzoek van de buitenlandse autoriteit niet is afgesloten en voor zover de openbaarmaking nadelig zou zijn voor het voormelde onderzoek, tenzij de buitenlandse autoriteit haar uitdrukkelijk akkoord heeft gegeven voor deze openbaarmaking.

Het in het eerste lid bedoelde akkoord wordt geacht te zijn bekomen wanneer de buitenlandse autoriteit niet reageert binnen een termijn van 90 dagen te rekenen vanaf het verzenden door de Belgische Staat van de vraag tot inzage, en de informatie niet verschaft dat de vertrouwelijkheid van de uitgewisselde gegevens en de correspondentie volgens de voorwaarden van dit artikel moet voortduren, wanneer de persoon in wiens hoofde het onderzoek door de buitenlandse Staat wordt gevoerd uitdrukkelijk deze toegang aan de Belgische Staat heeft gevraagd."

**Art. 6.** In artikel 444, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 27 december 2012, worden de woorden "Bij niet-aangifte" vervangen door de woorden "Bij niet-aangifte, bij laattijdige overlegging van de aangifte".

### HOOFDSTUK 3. — *Belasting over de toegevoegde waarde*

**Art. 7.** Artikel 52bis van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, ingevoegd bij de programmawet van 27 december 2006, vervangen bij de programmawet van 27 april 2007 en gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, wordt vervangen als volgt :

"Art. 52bis. § 1. Wanneer ambtenaren van de administratie belast met de belasting over de toegevoegde waarde, ter gelegenheid van hun onderzoeken bij een belastingplichtige, feiten vaststellen die een geheel van overeenstemmende aanwijzingen van ernstige fraude, al dan niet georganiseerd, uitmaken en bijgedragen hebben tot de overtreding van de bepalingen van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, kunnen zij bewarend beslag leggen op de roerende goederen waarvoor tijdens die onderzoeken niet is aangetoond dat zij uitsluitend aan derden toebehoren.

De in het eerste lid bedoelde ambtenaren, in het bezit van hun aanstellingsbewijs, stellen een proces-verbaal van beslag op dat met name de volgende vermeldingen moet bevatten :

1° de dag, de maand, het jaar en de plaats van het beslag;

2° de naam, voornaam, graad en hoedanigheid van de verbaliserende ambtenaren;

3° de identificatie van de beslagene door de vermelding van het ondernemingsnummer indien gekend alsook van hetzij de naam, de voornaam en de woonplaats voor een natuurlijke persoon, hetzij de maatschappelijke benaming, de rechtsvorm en de maatschappelijke zetel voor een rechtspersoon;

4° la mention des faits visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> constatés par ces agents;

5° la motivation de l'urgence de la saisie;

6° la mention et la spécification d'une dette d'impôt qui est certaine et liquide ou susceptible d'une estimation provisoire;

7° l'inventaire des biens saisis, lequel contient une description suffisamment précise et détaillée de ces biens;

8° la signature d'au moins deux des agents verbalisants;

9° la reproduction intégrale de l'article 507 du Code pénal;

10° les moyens de recours contre les mesures prises, l'arrondissement judiciaire compétent ainsi que l'autorité judiciaire compétente;

11° l'administration visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> qui doit être citée en cas de recours.

Dans le cas où la copie du procès-verbal ne peut être remise en mains propres du saisi contre accusé de réception lors de la saisie, cette copie est déposée immédiatement sur place et le procès-verbal de saisie lui est, à peine de nullité, notifié par envoi recommandé dans les quatorze jours.

Cette saisie conservatoire ne peut porter atteinte au prescrit de l'article 1408, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du Code judiciaire relatif aux biens insaisissables.

Suite à la saisie conservatoire, les biens ne peuvent être aliénés ou grevés durant une période de trois ans sans toutefois qu'aucun privilège soit conféré. La saisie conservatoire donne lieu à l'établissement et à l'envoi dans les trois jours ouvrables à compter de la remise ou de la notification du procès-verbal, par les agents verbalisants, d'un avis de saisie conformément à l'article 1390 du Code judiciaire.

§ 2. A peine de nullité, la validité de la saisie visée au § 1<sup>er</sup> doit être confirmée dans les deux mois à compter de la notification du procès-verbal visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, par le juge des saisies du ressort dans lequel se trouve le bureau en charge du recouvrement de la dette fiscale. La procédure est introduite sur requête unilatérale. La décision du juge des saisies est exécutoire par provision.

Par application du principe de l'article 1420 du Code judiciaire le saisi peut, dans les trois mois suivant la remise en mains propres du procès-verbal de saisie ou l'envoi du courrier recommandé, introduire un recours auprès du juge des saisies du ressort dans lequel se situe le bureau en charge du recouvrement de la dette fiscale, afin d'obtenir la mainlevée ou la modification de la saisie dans l'hypothèse où il n'aurait pas été satisfait aux conditions du présent article. Le juge des saisies peut adapter la saisie dans la mesure où la valeur des biens saisis visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 7°, est disproportionnée au regard de la dette visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 6°.

Le juge des saisies peut en outre, adapter la saisie ou en ordonner la levée en cas de changement de circonstances.

La demande est introduite et traitée suivant les formes du référé conformément aux articles 1035 à 1041 du Code judiciaire.

Le cas échéant, la saisie conserve son caractère conservatoire au cours de la procédure judiciaire engagée ainsi qu'au cours d'une éventuelle procédure menée en suite d'une action en justice intentée sur la base de l'article 89, alinéa 2.

§ 3. A peine de nullité de la saisie, une contrainte relative à la dette d'impôt est décernée conformément à l'article 85 du présent Code endéans les trois mois suivant la notification du procès-verbal de saisie, visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Cette contrainte ne peut être notifiée ou signifiée au saisi qu'après la validation de la saisie par le juge des saisies telle que prévue au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

Par la seule notification ou signification de cette contrainte, la saisie conservatoire est convertie en saisie exécutoire et sa mise en œuvre subséquente est engagée conformément à l'article 1497 du Code judiciaire.

4° de vermelding van de in het eerste lid bedoelde feiten vastgesteld door deze ambtenaren;

5° de motivatie van de hoogdringendheid van het beslag;

6° de vermelding en de specificatie van een belastingschuld die zeker is en vaststaand of vatbaar voor een voorlopige raming;

7° de inventaris van de beslagen goederen die een voldoende nauwkeurige en gedetailleerde omschrijving van de goederen bevat;

8° de handtekening van minstens twee verbaliserende ambtenaren;

9° de integrale weergave van artikel 507 van het Strafwetboek;

10° de rechtsmiddelen tegen de genomen maatregelen, het bevoegde gerechtelijk arrondissement en de bevoegde rechtsinstantie;

11° de in het eerste lid bedoelde administratie die in geval van beroep moet worden gedagvaard.

Indien het afschrift van het proces-verbaal niet aan de beslagene kan worden overhandigd tegen ontvangstbewijs op het ogenblik van het beslag, wordt dit afschrift onmiddellijk ter plekke achtergelaten en wordt het proces-verbaal van beslag – op straffe van nietigheid – hem binnen de veertien dagen bij aangetekende brief ter kennis gebracht.

Dit bewarend beslag mag geen afbreuk doen aan artikel 1408, §§ 1 en 2, van het Gerechtelijk Wetboek inzake de niet voor beslag vatbare goederen.

Ten gevolge van het bewarend beslag kunnen de goederen niet worden vervreemd of bezwaard gedurende een periode van drie jaar zonder dat evenwel enig voorrecht wordt verschaft. Het bewarend beslag geeft aanleiding tot het opmaken en het verzenden binnen drie werkdagen te rekenen vanaf de overhandiging of de betekening van het proces-verbaal, door de verbaliserende ambtenaren, van een bericht van beslag overeenkomstig artikel 1390 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 2. Op straffe van nietigheid moet de geldigheid van het in § 1 bedoelde beslag bekrachtigd worden door de beslagrechter van het ambtsgebied waarin zich het kantoor belast met de invordering van de fiscale schuld bevindt, binnen een termijn van twee maanden te rekenen vanaf de kennisgeving van het in § 1, tweede lid, bedoelde proces-verbaal. De procedure wordt ingeleid op eenzijdig verzoekschrift. De beslissing van de beslagrechter is uitvoerbaar bij voorraad.

Bij toepassing van het principe van artikel 1420 van het Gerechtelijk Wetboek kan de beslagene binnen de drie maanden na overhandiging van het proces-verbaal van beslag of van de verzending van de aangetekende brief beroep instellen bij de beslagrechter van het ambtsgebied waarin zich het kantoor belast met de invordering van de fiscale schuld bevindt, om de opheffing of wijziging van het beslag te verkrijgen in het geval dat niet aan de voorwaarden van dit artikel werd voldaan. De beslagrechter kan het beslag wijzigen in de mate dat de waarde van de in § 1, tweede lid, 7°, bedoelde beslagen goederen het bedrag van de in § 1, tweede lid, 6°, bedoelde schuld op een disproporzionele manier overschrijdt.

De beslagrechter kan het beslag tevens wijzigen of opheffen in geval van veranderde omstandigheden.

De vordering wordt ingesteld en behandeld zoals in kort geding overeenkomstig de artikelen 1035 tot 1041 van het Gerechtelijk Wetboek.

In voorkomend geval behoudt het beslag zijn bewarend karakter gedurende de rechtsgang van de ingeleide gerechtelijke procedure evenals tijdens een eventuele rechtsgang van de vordering in rechte ingeleid op grond van artikel 89, tweede lid.

§ 3. Op straffe van nietigheid van het beslag, wordt een dwangbevel met betrekking tot de belastingschuld uitgevaardigd overeenkomstig artikel 85 van dit Wetboek binnen drie maanden na de kennisgeving van het in § 1, tweede lid, bedoelde proces-verbaal van beslag.

Dit dwangbevel kan maar worden ter kennis gebracht of betekend aan de beslagene na de bekrachtiging van het beslag door de beslagrechter zoals bepaald in § 2, eerste lid.

Door de loutere kennisgeving of betekening van dit dwangbevel wordt het bewarend beslag omgezet in een uitvoerend beslag en de daaropvolgende tenuitvoerlegging ervan gebeurt overeenkomstig artikel 1497 van het Gerechtelijk Wetboek.

La saisie-exécution sur biens meubles aura lieu ensuite conformément aux dispositions de l'article 1499 et suivants du Code judiciaire, sans préjudice de la possibilité pour le saisi, en cas de changement de circonstances, de requérir du juge des saisies, l'adaptation ou la levée de la saisie."

Donné à Bruxelles, le 30 juin 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT  
Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

—————  
Note

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be))

Documents : K54-2400

Compte rendu intégral : 22 juin 2017

Het uitvoerend beslag op roerende goederen zal vervolgens plaatsvinden overeenkomstig de bepalingen van artikel 1499 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, onverminderd de mogelijkheid voor de beslagene, in geval van veranderde omstandigheden, om de wijziging of opheffing van het beslag te verzoeken voor de beslagrechter."

Gegeven te Brussel, 30 juni 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT  
Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
K. GEENS

—————  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be))

Stukken : K54-2400

Integraal verslag : 22 juni 2017.

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2017/20431]

30 JUIN 2017. — Loi modifiant l'article 276 du Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de l'imputation de la perception anticipée de la taxe sur l'épargne<sup>2</sup> à long terme (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Nous avons arrêté et arrêtons :

Le Ministre des Finances est chargé de présenter, en Notre nom, à la Chambre des représentants, le projet de loi dont la teneur suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans l'article 276, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi-programme du 19 décembre 2014, la phrase qui commence par les mots "Toutefois" et se termine par les mots "au contribuable" est abrogée.

**Art. 3.** La présente loi sort ses effets à partir de l'exercice d'imposition 2016.

Donné à Bruxelles, le 30 juin 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT  
Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

—————  
Note

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be))

Documents : K54-2454

Compte rendu intégral : 22 juin 2017

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2017/20431]

30 JUNI 2017. — Wet tot wijziging van artikel 276 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 op het stuk van de verrekening van de vervroegde inning van de taks op het lange termijnsparen (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

De Minister van Financiën is er mee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam bij de Kamer van volksvertegenwoordigers in te dienen:

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 276, derde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de programmawet van 19 december 2014, wordt de zin die begint met de woorden "Evenwel zal" en eindigt met de woorden "aan de belastingplichtige." opgeheven.

**Art. 3.** Deze wet heeft uitwerking vanaf aanslagjaar 2016.

Gegeven te Brussel, 30 juni 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT  
Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
K. GEENS

—————  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be))

Stukken : K54-2454

Integraal verslag : 22 juni 2017